

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juillet 2005)

AVENANT N° 9 DU 12 OCTOBRE 2005

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(BOURGOGNE)

NOR : ASET0650233M
IDCC : 1596

Entre :

La fédération française du bâtiment Bourgogne ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment,
union régionale CAPEB Bourgogne,

D'une part, et

La confédération générale du travail Force ouvrière, unions départementales de Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne ;

L'union régionale de Bourgogne CFTC ;

L'union régionale construction et bois de Bourgogne CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 513,5812 € ;
- la partie variable (VP) à 4,3677 €,

pour les coefficients 170 et suivants.

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement le barème du coefficient 150 pour un horaire mensuel de 151,67 heures à 1 219,43 €.

Soit une grille qui s'établit ainsi du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEF.	SALAIRE MINIMA (pour 151,67 heures)	
		Horaire	Mensuel
Niveau I :			
- position 1	150	8,04	1 219,43
- position 2	170	8,28	1 255,83
Niveau II	185	8,71	1 321,05
Niveau III :			
- position 1	210	9,43	1 430,25
- position 2	230	10,01	1 518,22
Niveau IV :			
- position 1	250	10,59	1 606,19
- position 2	270	11,16	1 692,64

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Côte-d'Or et remis et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Dijon, le 12 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)